

Rapport des élu-e-s socialistes genevois aux Chambres fédérales

ANNÉE 2021

1. CONTEXTE :

En 2021, les travaux du Conseil des Etats comme ceux du Conseil national ont été fortement marqués par les enjeux liés au Covid-19, à savoir les prestations en faveur des personnes (salarié.e.s, locataires, indépendant.e.s, actrices et acteurs culturels, etc.). Le PS a été à la pointe du combat. S'ouvre maintenant la bataille politique quant aux modalités du remboursement des dizaines de milliards de francs affectés aux diverses mesures covid-19.

Au-delà de cet enjeu, les débats les plus importants ont naturellement porté sur la révision de l'AVS avec l'inacceptable augmentation de l'âge de la retraite des femmes, la fiscalité avec l'octroi de divers cadeaux fiscaux aux personnes et aux sociétés les plus aisées de notre société et bien sûr la problématique de nos relations avec l'Union européenne fortement affectées par l'arrêt unilatéral par le Conseil fédéral des négociations sur l'accord-cadre avec les conséquences immédiates extrêmement dommageables de l'exclusion des universités suisses du très important programme de recherche Horizon-Europe.

En matière de défense des locataires, toutes les propositions de renforcement de la protection des locataires ont été sèchement refusées. 2022 s'annonce sous les plus mauvais auspices, dès lors qu'il est déjà acquis que le Conseil des Etats suivra le Conseil national dans ses projets de démantèlement du droit du bail, nécessitant le lancement de référendums auxquels l'ASLOCA Suisse se prépare.

Quelques succès politiques ont toutefois été enregistrés. Ainsi, l'on peut mentionner à titre d'exemple l'adoption, sous la pression d'une initiative populaire, de règles plus restrictives en matière d'exportation d'armes et a adopté, grâce à la mobilisation de la société civile, la facilitation du changement de sexe, après avoir adopté le mariage pour tous en 2020.

Par contre, des réformes progressistes indispensables ont été refusées ou leur portée fortement réduite. C'est le cas par exemple avec le refus de soumettre les avocats à la loi contre le blanchiment d'argent et celui d'accorder des conditions de travail correctes aux infirmier.ère.s. C'est donc le peuple qui, comme en matière fiscale en février dernier, a annulé des décisions de la majorité bourgeoise et affairiste.

Cette mobilisation populaire lors des référendums et votations d'initiatives est essentielle pour bloquer le projet d'accaparement des richesses par les plus nantis, mais aussi pour faire échouer les référendums lancés contre les quelques lois progressistes qui ont passé la rampe du Parlement.

Soulignons encore que, en matière de politique étrangère et coopération au développement, l'année 2021 a encore été marquée par la doctrine d'Ignazio Cassis priorisant systématiquement les intérêts de l'économie suisse avant la défense des droits de l'homme, de la démocratie, du respect des minorités ou de la lutte contre la

pauvreté. L'engagement du DFAE pour le respect des droits de l'homme se limite à quelques timides déclarations, notamment concernant la Chine.

2. MANDATS PARLEMENTAIRES :

Laurence Fehlmann Rielle est membre des commissions suivantes :

- Commission des affaires juridiques CN
- Commission de l'immunité CN
- Délégation auprès de l'Union interparlementaire

Christian Dandrès est membre des commissions suivantes :

- Commission des affaires juridiques CN
- Commission de rédaction pour la langue française

Carlo Sommaruga est membre des commissions suivantes :

- Commission des affaires juridiques CE - Président
- Commission de politique extérieure CE
 - Sous-commission soft-law
- Commission de gestion CE
 - Sous-commission DFJP-Chancellerie fédérale
 - Sous-commission Tribunaux-Ministère public de la Confédération
- Délégation parlementaire aux rapports avec l'AELE et l'UE
- Délégation parlementaire aux rapports avec l'OCDE
- Délégation parlementaire aux rapports avec la Francophonie
- Délégation parlementaire aux rapports avec la France
- Commission des grâces

3. TRAVAIL PARLEMENTAIRE :

Laurence Fehlmann Rielle a déposé les objets suivants en 2021 :

Santé – social – égalité :

- Question 21.7789 | Prix des médicaments : Lucentis versus Avastin (DMLA) : suite d'une série d'interventions sur l'obligation de prescrire un médicament très cher alors qu'il en existe un autre meilleur marché.
- Question 21.7235 | Les femmes assurent l'essentiel du travail de « care » : quelles solutions pour l'égalité entre les sexes ?
- Question 21.7236 | Fin prochaine de la carte CFF : décision contestable.

- Interpellation 21.4078 | Pour un budget sensible au genre.
- Interpellation 21.4077 | Réduire la teneur en sucre, surtout pour les enfants.
- Interpellation 21.4031 | Précarité des personnes détentrices d'un permis de travail au temps du Covid.
- Interpellation : 21.3818 | Le taux de TVA pour le matériel médical est-il adapté ?

- Interpellation 21.3393 | Proposer des produits sains à proximité des caisses des supermarchés.
- Postulat 21.4215 | Pour une protection suffisante des victimes de violences sexuelles.
- Postulat 21.3073 | Maisons d'accueil pour femmes victimes de violence. Pour un financement correspondant aux besoins.
- Postulat 21.3817 | Consommation d'alcool : les jeunes très exposés à la publicité.
- Postulat 21.3816 | Collecte de données e lien avec les jeux vidéo. Une fatalité ?

Politique extérieure – Solidarité internationale – asile – blanchiment :

- Question 21.7433 | Conflit israélo-palestinien : faire cesser les colonies de peuplement.
- Question 21.7434 | Myanmar : des banques suisses soutiennent le régime militaire !
- Question 21.8099 | Comment protéger les parlementaires d'Afghanistan et leurs proches ?
- Question 21.7944 | Afghanistan Nécessité de permettre le regroupement familial.
- Interpellation 21.4309 | Fin de l'impunité pour les crimes perpétrés par le régime iranien ?
- Interpellation 21.3396 | Myanmar/Birmanie : encore combien de morts pour que la communauté internationale, y compris la Suisse, agisse ?
- Interpellation 21.3395 | Volonté de museler les œuvres d'entraide suisses ?
- Interpellation 21.3109 | Renvoi forcé de requérants d'asile. Besoin d'éthique et de transparence ?
- Interpellation 21.3108 | Renvoi forcé de requérants d'asile. Respect des règles d'éthique et de déontologie ?
- Motion 21.3574 | Il faut sortir le leader Abdullah Öcalan et ses codétenus de l'isolement.
- Postulat 21.4394 | Blanchiment d'argent. Plus de ressources et d'indépendance pour le Bureau de communication en matière de blanchiment.
- Initiative parlementaire 21.508 | Pour une confiscation des fonds des potentats.

Laurence a présidé la Commission des affaires juridiques du Conseil national dans laquelle siège également Christian. Carlo préside aussi la commission sœur du Conseil des Etats. Vu la forte présence de socialistes genevois dans cette commission, une brève mention des principaux sujets débattus en son sein s'impose :

- loi sur le blanchiment d'argent,
- initiative populaire pour la désignation des juges par tirage au sort,
- harmonisation des peines (révision du droit pénal sexuel est en examen au Conseil des Etats et viendra dans la commission en automne 2022),
- révision du code de procédure pénale,

- révision du code de procédure civile,
- initiatives pour renforcer la protection des locataires, de même que plusieurs propositions de la droite pour affaiblir le droit du bail,
- initiative parlementaire pour revoir le droit du nom, rapport sur les adoptions illégales d'enfants au Sri Lanka.

Laurence a saisi l'occasion de sa présidence pour organiser une séance de la commission à Genève en octobre.

Christian Dandrès a déposé les objets suivants en 2021 :

- Initiative parlementaire 21.430 | Dépens et frais de procédure pour l'arbitrage visé à l'article 335j du code des obligations
- Initiative parlementaire 21.468 | Indemnisation des victimes de la traite d'êtres humains (art. 182 CP)
- Initiative parlementaire 21.490 | Droit du bail. Suspension des délais de contestation de congé ou de demande de prolongation de bail
- Initiative parlementaire 21.491 | Computation du délai de contestation d'une résiliation de bail
- Initiative parlementaire 21.526 | Pour que les ports francs ne servent plus de centre de commerce offshore et de moteur à la spéculation
- Initiative parlementaire 21.531 | Les terrains anciennement ferroviaires doivent servir au besoin prépondérant de la population

- Motion 21.3744 | Congés collectifs de locataires en cas de travaux (faciliter les travaux tout en préservant le logement)
- Motion 21.3852 | Indemnisation des victimes de traite d'êtres humains (art. 182 CP)
- Motion 21.4572 | Pour une mise en œuvre de la quote-part minimale LPP qui protège les assuré.es
- Interpellation 21.3121 | Contrôles douaniers sur la voie publique et ciblage des sans-papiers

- Interpellation 21.3375 | Fermeture de l'office postal de Meinier
- Interpellation 21.3558 | Pour le respect des droits fondamentaux et démocratiques en Espagne
- Interpellation 21.3751 | Ports francs de Genève
- Interpellation 21.3765 | Évacuation de la ZAD du Mormont. Violation de règles de l'État de droit?
- Interpellation 21.4650 | jestime.ch peut-il être étendue à toute la Suisse avec le soutien de la Confédération?

Il a déposé diverses questions pour l'heure des questions sur des thèmes d'actualité logement, questions sociales, migration, etc.

Logement : Christian siège depuis janvier 2021 à la Commission des affaires juridiques du Conseil national, ce qui lui permet notamment de travailler directement pour la défense des locataires au niveau fédéral et contre les pratiques abusives sur le marché

du logement. Dans cette optique, deux textes visant à mieux protéger le logement familial en cas de décès d'un.e conjoint.e (éviter l'expulsion du ou de la partenaire) ont été débattus. Si l'une des deux initiatives parlementaires sur ce sujet a été acceptée en commission (20.449), l'autre texte a été refusé par la majorité (20.450). Christian Dandrès a également souhaité apporter un soutien aux locataires face à l'urgence sociale liée à la crise sanitaire en mettant en place un délai d'épreuve en cas de défaut de paiement du loyer (initiative 20.419) La proposition a été refusée. Il souhaite par ailleurs améliorer la protection des locataires face aux risques accrus de congés collectifs en cas de travaux de rénovation. La motion 21.3744, déposée au printemps 2021, est en cours de traitement. Il s'engage dans le débat sur la révision du Code de procédure civile pour que les droits des locataires (mais aussi des salariés et des assurés) soient accessibles et praticables. De façon générale, Christian Dandrès combat les efforts répétés de la droite à Berne pour démanteler la protection des locataires en Suisse.

Culture : Christian a travaillé en 2021 comme l'un des relais des milieux culturels pour que la Confédération apporte un soutien efficace aux intermittent.e.s du spectacle et de l'audiovisuel. Si le parlement a voté des mesures d'aides en 2021, la motion 20.502, rédigée conjointement avec les travailleur.euse.s du domaine de la culture, n'a pas été acceptée par le Conseil national.

Invitations : En marge des débats parlementaires, Christian a également invité des groupes politiques à s'exprimer dans l'enceinte du Palais fédéral. Cela a notamment été le cas en septembre 2021 avec un groupe de quatre intervenant.es syrien.ne.s, engagé.es dans la défense des droits humains du peuple syrien, qui ont partagé avec des élu.e.s et la presse les terribles difficultés rencontrées par l'opposition en Syrie, dix ans après le début de la révolution contre le régime d'Al-Assad.

Christian travaille régulièrement avec des représentant.e.s du corps intermédiaire des hautes écoles suisses afin de relayer au parlement leur combat pour des conditions de travail plus dignes. Il a organisé une rencontre au Palais fédéral entre une délégation de chercheur.euse.s et d'enseignant.e.s du corps intermédiaire, des élu.es des deux Chambres du Parlement, l'administration et le Fonds national suisse (FNS), à la suite du dépôt d'une pétition nationale, en octobre.

Objets déposés par Carlo Sommaruga en 2021 :

A. Logement

- Dans le cadre du débat sur la loi sur le CO2, il est apparu que les locataires ont manifesté des craintes quant aux hausses de loyer ou l'arrivée de congés de masse fondée sur la réalisation de travaux d'assainissement. Cette crainte a contribué au rejet de la loi. Carlo a donc déposé une motion au Conseil des Etats visant à protéger les locataires en cas d'assainissement énergétique des immeuble locatifs dans toute nouvelle législation sur le CO2. (21.3953), refusée par le Conseil des Etats.
- L'un des points faibles de la protection des locataires, c'est le manque d'un réel contrôle des loyers. Carlo a donc déposé l'initiative parlementaire « révision

périodique des rendements locatifs immobiliers afin d'assurer la conformité juridique » (21.476) qui a pour but d'intégrer le contrôle du rendement des immeubles dans le cadre de la révision comptable des sociétés anonymes. Le traitement est en cours.

B. Politique extérieure

- Carlo a soutenu en plénière la motion 21.3975 relative au financement de la participation Suisse à Erasmus+ déposée par la commission de politique Extérieure CN dès lors qu'il est nécessaire de définir le cadre financier pour la Suisse. L'adoption de cette motion, acceptée par le CN, mais refusée par le CE, aurait facilité aux jeunes Suisse.sse.s de participer au programme d'échange, des talents auraient pu être formés dans les hautes écoles. Cela aurait été, de plus, un signal important envoyé à l'UE suite à la rupture unilatérale des négociations sur l'accord-cadre institutionnel le 26 mai dernier.
- Carlo a interpellé le Conseil fédéral au sujet des Suisses, particulièrement les mineurs, retenus dans les camps des FDS au Nord de la Syrie (21.3298). Carlo a participé à la facilitation du retour des deux fillettes genevoises.
- Carlo a déposé la motion 21.3702 ayant pour but d'éviter que des accords de collaboration ou des accords techniques en matière policière ne soient conclus avec des Etats qui violent gravement les droits de l'Homme. Le Conseil des États a refusé cette motion.
- Carlo est intervenu régulièrement en commission et interpellé deux fois le Conseil fédéral en plénière concernant le Moyen-Orient et le conflit Israélo-Palestinien :
 - pour pousser la Suisse à s'engager plus en matière de justice pénale internationale au Moyen-Orient (21.3442) ;
 - contre la fermeture de la représentation de la DDC à Jérusalem-Est et de son déménagement prévu à Ramallah à la suite de pressions injustifiées de la part d'Israël (21.4668).

C. Sécurité

- Carlo a interpellé le Conseil fédéral sur plusieurs questions touchant à la souveraineté numérique de la Suisse, notamment en soulevant la problématique du risque de surveillance des réseaux de télécommunications Suisse par Huawei à la suite de ses agissements dans divers pays (21.3951)

D. Développement durable

- L'interpellation de Carlo demandant au Conseil fédéral l'adoption d'une stratégie maritime Suisse durable (21.4669), a été un accélérateur de la mise en route d'une telle stratégie par le Conseil fédéral qui juste avant de me répondre a mandaté le DFAE d'établir une telle stratégie. Il est essentiel que la Suisse, qui n'a pas d'accès à la mer, positionne son pavillon au niveau

international comme le pavillon de référence aux hauts standards sociaux et environnementaux.

- Carlo est revenu sur la politique d'information défaillante du DFAE en matière de coopération au développement par une interpellation sur l'insuffisance de la Suisse en matière de communication politique et de politique de développement (21.3287). Il faut se rappeler que pour respecter d'une part les engagements pris par la Suisse à l'ONU quant aux Objectifs de développement durable et d'autre part pour répondre aux recommandations de l'OCDE, le DFAE et la DDC devraient mettre en œuvre une réelle stratégie d'information et de sensibilisation du public à propos de la politique de développement, ce qui n'est toujours pas le cas avec le risque de voir le très haut appui populaire à la politique à la coopération au développement s'éroder.
- Suite à la motion de Carlo de 2020 demandant l'adoption d'une stratégie en matière de restitution des biens culturels coloniaux, le Conseil fédéral a accepté de faire un rapport qui sera publié au cours du premier semestre 2022.

E. Santé

- Carlo a soutenu par le biais de sa motion 21.3299 l'engagement de la Suisse contre la résistance aux antibiotiques, problème majeur de santé publique ces prochaines années, et demandé le soutien financier à long terme du GARDP, une des ONG du cluster médical de la Genève internationale.

4. INTERGROUPES PARLEMENTAIRES :

Laurence est membre des intergroupes parlementaires suivants : Genève internationale/ Suisse-ONU ; Violences faites aux femmes et égalité ; Femmes/ Santé sexuelle ; Consommateur.trice.s ; Relations avec le peuple kurde /Amitié Suisse-Arménie /Suisse -Sahara Occidental ; Groupe Tibet / Suisse-Taiwan ; Contre le racisme et la xénophobie ; Santé mentale / Personnes handicapées ; Questions liées à la vieillesse / Politique familiale ; Plurilinguisme

Christian est membre de l'Intergroupe parlementaire service civil; membre de l'Intergroupe parlementaire développement territorial ; membre de l'Intergroupe parlementaire consommation ; membre de l'Intergroupe parlementaire pour les questions liées à la vieillesse ; membre de l'Intergroupe parlementaire pour les questions relatives aux personnes handicapées ; membre de l'Intergroupe parlementaire pour la santé mentale ; membre de l'Intergroupe parlementaire sur la traite des êtres humains.

Carlo préside ou copréside les intergroupes parlementaires suivants : Solidarité internationale (aide au développement) ; Droits de l'homme ; Genève internationale ; Suisses de l'étranger ; Suisse-Arménie ; Suisse-Palestine ; Relations avec le peuple kurde.

5. PARTICIPATION À DES INSTANCES INTERNES DU PSS :

Laurence est représentante du groupe parlementaire au Groupe des 60+.

Carlo est membre du comité du Groupe socialiste aux Chambres fédérales.

6. PARTICIPATION À DES ENTITÉS FÉDÉRALES EXTRA-PARLEMENTAIRES :

Laurence :

- Membre de la délégation suisse auprès de l'**UIP (Union Interparlementaire)** : au sein de cette institution, membre du Comité exécutif de 2020 à 2021.
- Vice-présidente de l'association **Helvetia Latina** qui a pour but de promouvoir les langues latines au parlement et dans l'administration fédérale. Depuis trois ans, l'association marque en septembre la journée du plurilinguisme et à cette occasion les parlementaires s'efforcent de faire une partie de leurs interventions dans une autre langue que la leur et un certain nombre d'activités sont organisées dans l'administration.
- Membre du **Comité consultatif sur les soins à domicile** qui suit et défend les objets liés à la défense des soins à domicile. Elle est en contact régulier avec l'IMAD.

Carlo :

- Membre du Comité du Conseil des Suisses de l'Étranger (CSE)
- Membre du Conseil de fondation de l'Institut suisse de Rome

7. ENGAGEMENTS ASSOCIATIFS :

Laurence Fehlmann Rielle :

- Présidente du Réseau Romand ASA (handicap mental)
- Présidente de l'Université Populaire Albanaise, devenue récemment Université des Cultures de Genève (UPA)
- Présidente de l'Association Suisse-Birmanie
- Membre du comité de la Licra-Genève
- Membre du Conseil de Fondation de la SGIPA (formation, ateliers, hébergement pour jeunes avec troubles de l'apprentissage)
- Membre du comité de la FEGPA (Carrefour addictionS)
- Membre du Conseil de Fondation de la FAAG (Formation des Aînés)
- Membre du comité de Pro Mente Sana – association romande

Christian Dandrès :

- Membre du comité de l'ASLOCA Suisse
- Membre du comité de l'AVIVO Genève

Carlo Sommaruga :

- Présidence de l'ASLOCA Suisse
- Présidence de Solidar Suisse
- Secrétariat général ASLOCA Romande
- Président du comité cantonal «Halte aux magouilles immobilières»

Genève, le 4 mars 2021